



## **En Ile de France, les actifs des classes moyennes sont amenés à faire des choix résidentiels coûteux**

**Résultats du sondage IFOP-PERL publié hier par le Journal du Dimanche**

### **Communiqué de Presse du 23 novembre 2009**

Le *Journal du Dimanche* a publié hier un sondage réalisé par l'IFOP pour PERL concernant le logement des actifs des classes moyennes.

Ce nouvel éclairage confirme l'analyse du rapport « loger les classes moyennes » publié l'année dernière par Jacques Mistral et Valérie Plagnol dans le cadre du Conseil d'Analyse Economique : « les classes moyennes sont à la peine, deux sur trois ont théoriquement droit d'accéder au logement social mais un sur cinq y est effectivement logé ».

Ce sondage réalisé auprès de personnes 100% éligibles au logement social, mais souvent trop aisées pour y accéder effectivement, illustre cette peine : 43% des actifs franciliens consacrent plus de 30% de leur revenu pour se loger, c'est selon les experts le seuil de vulnérabilité au moindre souci professionnel ou personnel. Cette proportion s'envole à 62% pour les locataires du parc privé.

Une analyse plus précise des résultats montre que les actifs franciliens des classes moyennes privilégient la qualité du logement lui-même, la qualité de l'environnement mais aussi la faible durée du trajet avec le lieu de travail. Ainsi 40% des actifs vivent déjà à moins d'une demi-heure de leur lieu de travail. Evidemment tout cela a un prix et c'est là que le bât blesse.

On aurait pu croire que ces actifs des classes moyennes sacrifient leur revenu disponible pour accomplir le rêve de leur vie : devenir propriétaire. C'est peut-être le cas en province, ce n'est manifestement pas le cas en région francilienne. 70% des locataires actuels préfèrent être locataire que d'être propriétaire. Leurs priorités sont le prix du loyer, la taille du logement et la qualité du quartier.

A l'heure de l'examen du projet de loi Grand Paris essentiellement consacré au métro automatique et aux questions institutionnelles, ce sondage montre qu'il sans doute tout aussi important de se préoccuper du logement des actifs franciliens des classes moyennes qui font au quotidien la vie la future « ville monde ».

PERL entend faire savoir aux élus franciliens qu'il existe depuis quelques années des outils permettant de construire sans subvention des logements élégants et durables, bien placés avec la particularité d'être accessibles aux actifs des classes moyennes.

PERL est promoteur de logements locatifs socialement responsables. Elle est pionnier et leader de l'Usufruit Locatif Social, un dispositif novateur plaçant l'épargne des ménages au service des politiques locales de l'Habitat.

Il existe des solutions au problème du logement des actifs franciliens, parlons-en.

## Sondage IFOP-PERL

Réalisé entre le 2 et le 5 novembre 2009 auprès de 600 actifs des classes moyennes résidant dans l'agglomération francilienne définie par l'INSEE.

Ont été retenus comme actifs de la classe moyenne, les personnes ayant un emploi rémunéré et les chômeurs ayant déjà travaillé dont les ressources sont comprises entre deux plafonds :

- supérieures aux plafonds du logement social d'insertion (PLAI)
- inférieures aux plafonds maximum du logement social (PLS)

PERL est une société privée fondée en 2000 par Alain Laurier et Frédéric Goulet. Elle compte aujourd'hui 40 salariés et réalise 100 millions d'euros de Chiffres d'Affaires. Ses références : 1500 logements et plus de 50 opérations immobilières en usufruit locatif social livrées ou en construction dans des secteurs présentant un très grave déséquilibre entre l'offre et la demande de logements : IDF, PACA, RA. Ses clients sont publics et privés : des bailleurs sociaux et des particuliers.

Pour plus d'information sur le dispositif d'usufruit locatif social.

<http://www.perl.fr/schema-usufruit-locatif.htm>

## Contact presse

**Capucine de Fouquières - Tél. 06 09 46 77 33**

**Virginie Hunzinger - Tél. 06 10 34 52 81**



Relations publiques

Paris • Genève

Cap & Cime

8 rue Royale

75008 Paris

Mobile : +33 (0)6 10 34 52 81

Tel. +33 (0)1 55 35 08 18

Fax +33 (0)1 44 50 50 21

Email : [vhunzinger@capetcime.fr](mailto:vhunzinger@capetcime.fr)

[www.capetcime.com](http://www.capetcime.com)